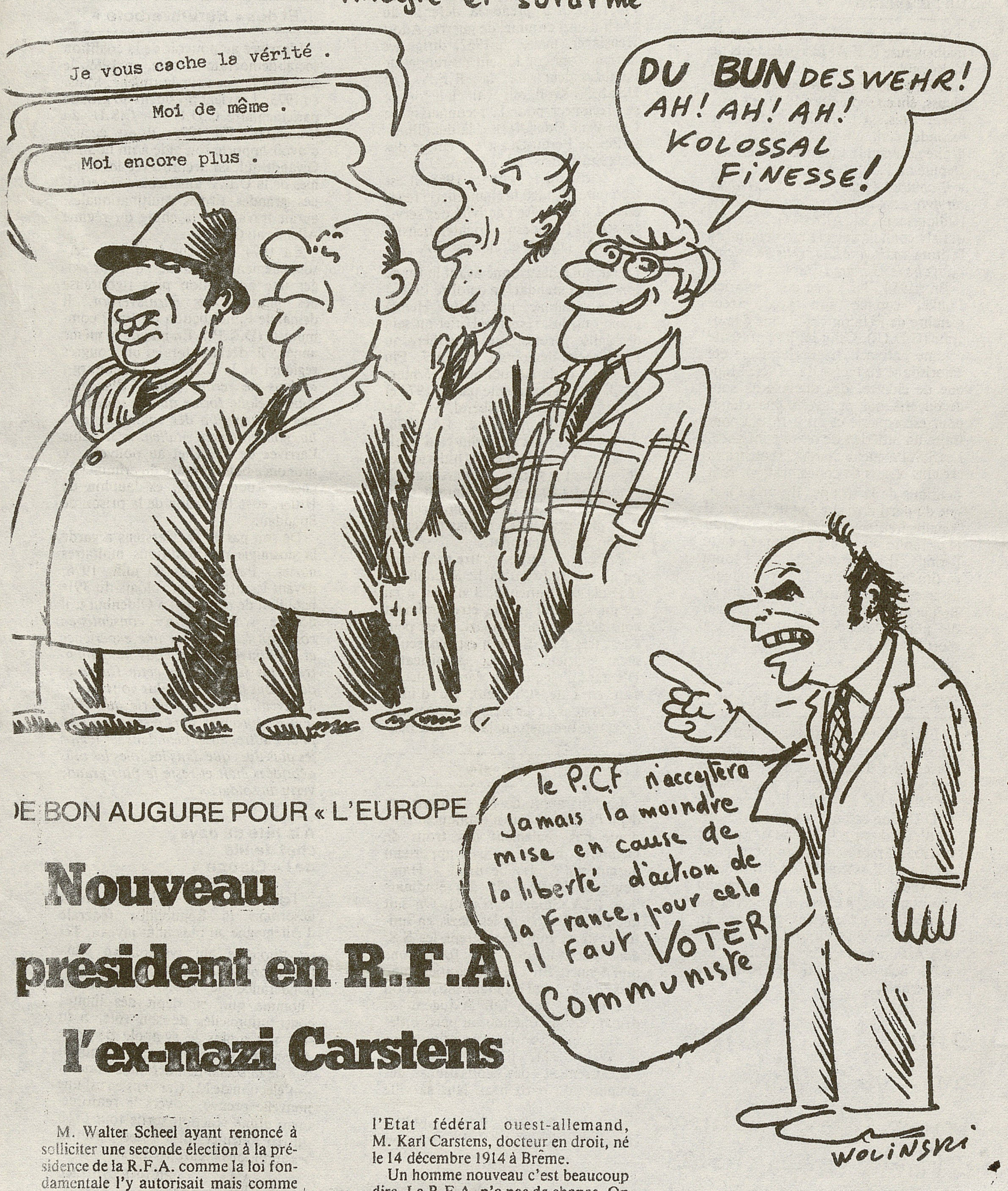
Parti communiste français




DE BON AUGURE POUR « L'EUROPE »

# Nouveau président en R.F.A. l'ex-nazi Carstens

M. Walter Scheel ayant renoncé à solliciter une seconde élection à la présidence de la R.F.A. comme la loi fondamentale l'y autorisait mais comme les accusations d'ancien nazi portées contre lui le lui déconseillaient, c'est un homme « nouveau » qui assumera désormais la plus haute charge de l'Etat fédéral ouest-allemand, M. Karl Carstens, docteur en droit, né le 14 décembre 1914 à Brême.

Un homme nouveau c'est beaucoup dire. La R.F.A. n'a pas de chance. On estime que des dix millions d'Allemands ayant appartenu au parti nazi du temps de Hitler, sept millions sont encore en vie, dont cinq millions en

Allemagne de l'Ouest. Moins de un sur dix de ses habitants. Le sort a voulu que ce soit l'un d'eux que la majorité du corps électoral présidentiel ait choisi...

### Un sur quatre

Sort cruel et qui s'acharne sur la malheureuse R.F.A. Les présidents de la République y sont élus pour cinq ans. Le premier d'entre eux, Theodor Heuss, élu en septembre 1949 une première fois, en juillet 1954 une seconde, était un vieux politicien de droite né avant la fin du siècle dernier. Député au Reichstag à partir de 1924, *« il combat Hitler, notamment dans un livre sans doute trop nuancé,* écrit pudiquement M. Alfred Grosser (1) qui s'y connaît dans le maniement de la litote, *mais vote en faveur des pleins pouvoirs le 23 mars 1933 ».*

En 1959 lui succède Heinrich Lübke, comme son prédécesseur membre de l'Union chrétienne démocrate (C.D.U.). Celui-là, il se présente comme antinazi. Il aurait même été emprisonné au temps de Hitler. Manque de chance, des documents sont découverts qui prouvent que c'était pour escroquerie et qu'il fut au contraire un hitlérien de toute confiance. Les S.S. l'avaient chargé de construire certains camps de concentration. Exit politique de la troupe. Il porte l'insigne du parti nazi sur son uniforme. Il a malheureusement quelque peu perdu la mémoire sur les événements de cette période. Il ne peut affirmer en toute certitude qu'il ne fut pas juge-assesseur dans un tribunal militaire de Brême avant 1943. Mais il est certain de n'avoir condamné personne à mort ? *« De ça, je m'en souviendrais,* dit-il. »

### L'homme de la guerre froide...

En 1945, M. Carstens se débarrasse de son insigne nazi et ouvre à Brême un cabinet d'avocat. En 1949, il est conseiller juridique de la municipalité de cette ville. En 1955, il adhère à la C.D.U. Son ascension va commencer. Et d'abord par « l'Europe ». En 1954 et 1955, il représente le gouvernement de Bonn à l'Assemblée de Strasbourg. En 1960, il est secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères où fourmillent les anciens nazis et, en 1961, il devient l'adjoint du ministre des Affaires étrangères C.D.U., l'ex-S.A. Schröder. Qui se ressemble s'assemble...

Six années durant, il va mener le combat de la guerre froide sur tous les fronts germano-américains. Aux côtés d'Adenauer d'abord, puis du chancelier Erhard, on le voit aux Etats-Unis, en France, en Italie où il s'intéresse surtout à la mise en place des plans de l'O.T.A.N. Il prend la défense du général nazi criminel de guerre, Adolf Heusinger, mais, en 1962, dirige les intrigues qui conduisent au rappel de l'ambassadeur de la R.F.A. en U.R.S.S., Kroll, qui avait eu le tort de se prononcer pour la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, la démilitarisation de Berlin-Ouest et l'entrée des deux Etats allemands à l'O.N.U.

A partir du 1er janvier 1968, il est secrétaire d'Etat à la chancellerie fédérale. Il y supervise l'activité des services secrets (Bundesnachrichtendienst : B.N.D.), pourri d'anciens S.A. et Lübke qui démissionne avant la fin de son second mandat, en octobre 1968.

Il est remplacé par Gustav Heinemann qui, lui, résista à Hitler au sein des églises protestantes et adhéra au Parti social-démocrate en 1957. Elu président de la République, le 5 mars 1969, il ne se représente pas en 1974 et le dirigeant du Parti libéral, M. Walter Scheel, le remplace. En 1978, « Die Welt » accuse celui-ci d'avoir appartenu aux Jeunesses hitlériennes et, pendant la guerre, au Parti nazi. Il se défend piètrement, assurant qu'il ne se souvient de rien. Il juge cependant plus prudent de ne pas tenter de renouveler son mandat.

En somme, sur les quatre présidents qu'a connus jusqu'ici la République fédérale d'Allemagne, il n'y en a eu qu'un seul qui puisse être vraiment considéré comme antinazi. C'est peu. C'est très peu. Et ce n'est pas seulement curieux. C'est significatif. D'autant plus que leur dernier successeur en date, l'heureux élu d'hier, M. Carstens, complète avantageusement une brochette déjà trop fournie.

### Le calecier des nazis

La biographie de M. Carstens, en dépit de lacunes que n'expliquent sans doute pas seulement des trous de mémoire, montre qu'il a appartenu durant ses études de droit à Hambourg à l'unité 5/75 des étudiants S.A. (S.A.-Studentensturm). On sait que les S.A. étaient les nazis en uniforme brun qui précédèrent les S.S. dans l'organisation des formations hitlériennes. En 1937, il soutient une thèse de doctorat donnant satisfaction aux juristes nazis qui la jugent, et demande son adhésion au parti hitlérien. Jusqu'à son incorporation dans la Wehrmacht, il est chargé de l'encaissement des cotisations des membres du parti nazi dans sa ville natale.

De 1939 à 1945, il est mobilisé comme officier chargé de l'instruction S.S., qui organisent un vaste trafic d'armes au profit des régimes les plus réactionnaires et de groupes terroristes d'extrême droite. Mais là encore, sans pouvoir contester les faits, il affirme ne se souvenir de rien (2).

### ... Et des « Berufsverbote »

L'arrivée au pouvoir de la coalition social-démocrate-libérale, en 1969, le met quelque peu sur la touche. Mais, en 1973, il devient président du groupe parlementaire C.D.U. — C.S.U. au Bundestag. En 1975, il est accusé d'avoir apporté son aide à un nommé Gwandt qui, en accord avec les hommes de la C.I.A. américaine et certaines grandes firmes multinationales, aurait travaillé à la chute du régime Allende au Chili.

En 1974, Carstens intervient personnellement au Bundestag pour exiger une application plus rigoureuse des mesures de *Berufsverbot.* Il demande l'interdiction du Parti communiste (D.K.P.). En mai de la même année, il déclare lors d'un congrès régional de la C.D.U. à Oldenburg : *« Nous ne serons jamais d'accord, sous quelque forme que ce soit, avec une participation des communistes à un gouvernement italien. »* Il salue l'arrivée de Pinochet au pouvoir, se prononce pour la grâce du criminel de guerre Rudolf Hess, ex-dauphin de Hitler, et sa libération de la prison de Spandau.

De son passé, M. Carstens a gardé la nostalgie des traditions militaires nazies. Parlant, le 11 juin 1976, devant les officiers et soldats du 391e bataillon de chasseurs à Oldenburg, il déclare : *« Les sacrifices consentis en commun (...) laissent une expérience et des souvenirs que vous ne connaîtrez plus jamais sous cette forme et dont vous ne pourrez plus vous passer à l'avenir. La camaraderie que vous pouvez éprouver sans restriction l'un pour l'autre, aussi bien dans les temps les plus durs que dans les joies les plus débridées était et reste la plus grande vertu du soldat. »*

### A la tête du pays chef de file de l'« Europe »

Tel est l'homme qui représentera désormais la République fédérale d'Allemagne au plus haut niveau. Tel est l'homme qui symbolisera dans l'« Europe » du grand capital la prépondérance de la R.F.A. Tel est l'homme qui, en dépit des limites constitutionnelles de son rôle, n'en sera pas moins le symbole de cette Allemagne occidentale que la politique de la social-démocratie a conduit — l'élection de M. Carstens en est une nouvelle preuve —, vers le renforcement d'une réaction sortie tout droit du IIIe Reich et qui n'a rien perdu de ses ambitions « européennes ».

PIERRE DURAND

2 juin 79

Voici l'europe que nous proposent Simone Veil, Chirac le Parti Socialiste

Pour defendre les interets des travailleurs, les interets de la France, pour construire l'europe des peuples VOTER POUR LA LISTE DU Parti Communiste Français